

RETOUR SUR LE FORUM DE SAINT-LOUIS

DYNAMIQUES DE CO-DEVELOPPEMENT LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

28-30 AVRIL 2014

LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL : CENTRES ET PÉRIPHÉRIES ?

ÉDITORIAL

Par **Arezki Harkouk**, directeur exécutif du Grdr.



Après plus d'une décennie de mise en œuvre du programme d'appui au développement local et à la coopération territoriale (PAIDEL-CT) dans le bassin du fleuve Sénégal (BFS), il nous est apparu nécessaire de faire un bilan et de croiser les regards sur cette région, ses dynamiques, son potentiel et ses perspectives. L'expérience acquise nous conforte dans notre conviction que le bassin du fleuve Sénégal est un ensemble de territoires divers et imbriqués, au potentiel

encore inexploité, qui contribuera à l'émergence économique et sociale des pays environnants.

Durant ces 3 jours qu'a duré le forum sur les dynamiques de co-développement local en Afrique de l'ouest, nous avons pu échanger avec nos partenaires, des élus, des acteurs de la société civile, des représentants de diasporas, pour faire émerger les perspectives et les conditions qui permettront au BFS de devenir un pôle d'emploi et de création de richesses, soucieux et respectueux de la démocratie, de son patrimoine environnemental et des générations futures.

Encourager et appuyer les politiques de décentralisation, principaux canaux de redistribution des richesses nationales, soutenir les agricultures familiales, mettre en place des circuits courts, œuvrer en faveur d'une exploitation minière responsable, défendre la mobilité comme ressource durable au service des territoires solidaires... autant de pistes de travail qui permettront d'installer ce forum dans la durée et qui guideront notre action lors des quinze prochaines années.

Le Grdr continuera à s'engager au quotidien pour renforcer cette identité sous-régionale en soutenant sans réserve les processus de coopération transfrontalière, les échanges, la mutualisation des savoirs et des pratiques qui mettent ces territoires en mouvement. Il convient désormais de revisiter certaines thématiques à l'aune des conclusions de ce forum, de continuer à suivre les acteurs qui font vivre ces territoires pour aller encore plus loin et approfondir ce plaidoyer qui fera du BFS une région de prospérité et de paix entre la façade Atlantique et l'intérieur du continent. ■



Le forum de Saint-Louis, organisé conjointement par le Grdr et la section de sociologie de l'Université Gaston Berger, aura marqué l'année 2014 et restera un événement important dans l'histoire du Bassin du fleuve Sénégal (BFS). En effet, près de 200 participants en provenance de huit pays (Sénégal, Mali, Mauritanie, Guinée, Guinée-Bissau, Algérie, France, Espagne) se sont réunis pour partager leurs connaissances et contribuer à faire de cette région un pôle dynamique doté de perspectives d'avenir. Représentants des institutions et de la société civile, élus, enseignants-chercheurs, étudiants, techniciens, partenaires de coopération et acteurs économiques... tous ont pu échanger sur les thématiques abordées et dégager les axes de travail qui permettront au BFS d'envisager les quinze prochaines années sur le chemin du développement local.



Le PAIDEL-CT

Le forum de Saint-Louis était organisé dans le cadre du programme d'appui aux initiatives de développement local et de coopérations territoriales (PAIDEL-CT). Structuré en 4 axes (services d'appui au développement local ; Coopération territoriale ; Développement économique local ; Capitalisation et plaidoyer), il est actuellement en cours d'évaluation. Les résultats seront diffusés au cours du dernier trimestre de 2014.

Le PAIDEL –CT en chiffre :

- 14 années de mise en œuvre depuis l'an 2000
- 5 régions d'intervention peuplées par 3 millions d'habitants
- 80 collectivités territoriales associées
- 14 intercommunalités accompagnées
- 4 dynamiques de coopérations transfrontalières initiées
- 13 fédérations de migrants en France impliquées
- 5 dispositifs d'appui au développement local renforcés
- 4 dispositifs d'appui aux porteurs de projets économiques expérimentés.

Le Bassin du Fleuve Sénégal, une région dynamique qui se tourne vers l'avenir

Les ateliers et tables rondes qui étaient organisés dans le cadre de ce forum, s'articulaient autour de trois thématiques principales :

- La décentralisation, un moyen de mutualiser les savoirs et de partager le pouvoir
- Vers une économie durable et redistributrice
- Les mobilités, des ressources pour des territoires solidaires

Les échanges ont permis de croiser les regards des différents acteurs du BFS et de faire l'état des lieux de la région et de la décentralisation au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Ils ont pu faire ressortir **le potentiel et les opportunités des territoires de la région ainsi que les dynamiques locales de développement qui sont à l'œuvre**. En effet, Malgré de fortes contraintes et difficultés (enclavement, faiblesse des infrastructures, inégalités socioculturelles, situations de monopoles...), les territoires du BFS comptent de nombreux atouts dont on ne parle pas ou peu qui ont pu être mis en avant à cette occasion. Ce forum a d'ailleurs contribué à définir les perspectives d'évolutions qui s'offrent au BFS autour des enjeux de co-développement local que sont la décentralisation, la coopération entre les territoires et entre les citoyens et la gestion des ressources naturelles.

La décentralisation, un cadre favorable à des dynamiques politiques, économiques et sociales innovantes

En premier lieu, il ressort du forum que **les politiques de décentralisation, aussi imparfaites soient-elles, ont permis l'émergence d'autorités locales qui ont de plus en plus de légitimité**. Cette légitimité leur confère un pouvoir qu'elles ont encore tendance à sous-estimer. Et il est nécessaire qu'elles prennent conscience de cet avantage lorsqu'elles négocient avec les autorités centrales, notamment sur les questions liées à la décentralisation et aux domaines de compétences des collectivités.

Par ailleurs, la **décentralisation est reconnue comme étant le socle de la démocratie participative. C'est elle qui a permis de mettre en mouvement les territoires du BFS à travers un projet viable**. En effet, même dans les pays où la décentralisation demeure fragile, elle offre un cadre idéal aux élus locaux et à leurs partenaires pour leur permettre de réaliser les projets adaptés aux besoins de la population. Plusieurs participants ont d'ailleurs saisi l'occasion de mettre en avant des mécanismes de concertation qui associent un nombre important d'acteurs dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. D'autres intervenants ont souligné la nécessité d'encourager **une société civile forte et de renforcer la citoyenneté dans les territoires** pour mieux défendre les intérêts des générations actuelles et futures.

Renforcer la coopération transfrontalière pour une intégration régionale au service des citoyens

La coopération et les échanges qui existent depuis de nombreuses années entre ces territoires qui se partagent le fleuve Sénégal est un autre des points forts qui sont ressortis des débats. Plusieurs communications, lors des ateliers, ont souligné l'importance que peut avoir la **coopération transfrontalière**. Si

celle-ci existe déjà dans la pratique, il reste désormais à l'institutionnaliser et à faire en sorte que **les Etats encouragent la libre circulation des hommes et des biens**, que ce soit au sein de la CEDEAO ou au cœur du BFS.

Vers une gouvernance concertée des ressources naturelles

Les participants ont également mis l'accent sur **le Bassin du fleuve Sénégal en tant que territoire doté de nombreuses ressources. Le fleuve, la terre, les femmes, les hommes, les jeunes surtout, sont autant de potentiels qui peuvent contribuer à faire du BFS une région dynamique.** Et la question s'est posée de savoir comment mieux organiser toutes ces capacités pour faire de ces territoires de véritables territoires de vie.

En effet, l'agriculture et l'élevage par exemple, ont encore besoin d'innovation. Les conditions et les pratiques de production doivent encore être améliorées. Surtout, il est indispensable de trouver les moyens **de protéger l'agriculture** à travers la promotion des produits locaux, le développement des filières agricoles et la conquête de marchés nationaux et sous-régionaux. L'enjeu stratégique que représente le fleuve pose la question de savoir comment articuler le droit des populations à conserver une agriculture familiale avec le souci d'intégrer et de développer l'agro-business. Il faut que les Etats aient une politique agricole forte qui concilie développement agricole, protection des petits paysans et gestion durable de la terre.

D'autre part, **le BFS est un bassin minier majeur.** Il faut donc faire en sorte que l'exploitation de ses ressources minières contribue à la croissance durable et équitable des territoires. Cela passe notamment par une meilleure organisation entre les acteurs des régions concernées. **Une des pistes évoquée lors de ce forum à Saint-Louis, est de créer un réseau de collectivités locales minières qui donnerait plus de poids aux acteurs locaux face aux Etats et aux entreprises qui exploitent ces gisements.** A ce titre, les entreprises peuvent devenir des partenaires importants. Si celles-ci s'inscrivent dans une logique de responsabilité sociale et environnementale, elles peuvent constituer un atout réel. Il est donc temps d'engager un dialogue responsable et constructif avec les entreprises du secteur et les orpailleurs traditionnels autour de l'exploitation des gisements miniers. Et il ne faut pas perdre de vue qu'il est vital d'anticiper l'épuisement de ces richesses, tout en préservant les autres ressources naturelles (l'eau, la terre...) des pollutions irréversibles.

Le BFS, une région ouverte sur le monde

Grâce à sa diaspora dynamique et innovante, le BFS a su tisser des liens privilégiés avec de nombreuses régions dans le monde. **L'enjeu aujourd'hui est de faire reconnaître cette citoyenneté multiple des migrants et de trouver les moyens de la mettre en valeur.** En général, dès lors qu'il s'agit de politiques de développement local, les migrants ne sont pas consultés. Il est important de les soutenir pour que les autorités locales et centrales considèrent ces diasporas comme des partenaires à part entière et non pas seulement comme des portefeuilles. De même, les coopérations décentralisées devraient davantage s'appuyer sur les organisations de migrants présentes dans leurs circonscriptions. Certaines de ces coopérations ont d'ailleurs bien pris la mesure de cet enjeu et cherchent à **construire des territoires solidaires** autour d'objectifs communs.

Enfin, **il a été rappelé que les territoires du BFS sont aussi des territoires d'accueil.** De nombreux ressortissants venus de la sous-région et d'ailleurs s'y installent provisoirement ou durablement. **Il convient donc d'appuyer, dans le BFS, une politique en faveur de l'intégration des immigrés qui place les droits humains au centre de toutes les actions de développement.**



Les communications du forum :

Durant ces deux journées et demie de forum, 38 communications ont permis de documenter, de faire un état des lieux et d'aborder les nouvelles réalités qui émergent dans le BFS.

Elles sont disponibles sur le site du développement local au Sahel : www.developpementlocal-sahel.org

Imaginer l'avenir ensemble, donner au BFS des perspectives majeures

Le forum de Saint-Louis a donc permis de construire une vision commune du Bassin du fleuve Sénégal, celle d'un véritable pôle de développement avec un potentiel pluriel, mais aussi avec des dynamiques complexes qu'il faut harmoniser. Les problématiques de la gouvernance imposent de savoir appréhender des logiques qui s'échelonnent sur plusieurs niveaux, entre une multitude d'acteurs et qui recourent de nombreux secteurs. Les collectivités locales, la société civile, les Etats et les organisations sous-régionales doivent jouer pleinement leur rôle et s'inscrire dans des dynamiques collectives concertées, respectueuses du principe de subsidiarité.

Depuis 2000, le Grdr, à travers le programme d'appui aux initiatives de développement local et de coopérations territoriales (PAIDEL-CT), accompagne les élus locaux, les organisations de la société civile et l'ensemble des citoyens dans la mise en œuvre d'approches innovantes en matière de développement local. La décentralisation est une caravane qui bouge, il faut la suivre en compagnie des acteurs qui sont sur le terrain pour aller encore plus loin. La définition en cours des **Objectifs de Développement Durable** est une occasion de faire en sorte que la décentralisation soit reconnue comme un enjeu majeur. Mais c'est aussi une opportunité de défendre le concept de **territoires solidaires et construire de nouvelles relations de coopération et de solidarité internationale qui prennent en compte la diversité des acteurs.**

Au-delà de ces enjeux, à moyen terme, le Grdr se fixe comme objectif, avec ses partenaires, de **poursuivre son plaidoyer pour faire reconnaître le BFS comme un pôle de développement économique, de prospérité et de paix**, véritable centre de production de richesses qui s'étend entre Conakry, Dakar, Nouakchott et Bamako.

